

1923

## Marie Gérin-Lajoie (1890-1971)

*Une pionnière de l'action sociale à Montréal*

Par Hélène Pelletier-Baillargeon

*In Ces femmes qui ont bâti Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1992 : 187-189.*

Issue de la bourgeoisie intellectuelle montréalaise, Marie Gérin-Lajoie reçoit, dès son jeune âge, ses premières leçons de féminisme et d'action sociale. En 1902, sa mère a déjà à son actif la publication d'un *Traité de droit usuel* à l'usage des femmes; en 1906, elle est cofondatrice, avec Caroline Béique, de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, premier mouvement féministe d'expression française à Montréal. En 1898, son oncle Léon Gérin, premier sociologue du Canada français, publie sa première monographie sociale, *L'Habitant de Saint-Justin*.

Rien d'étonnant à ce que, nourrie de tels exemples, Marie Gérin-Lajoie devienne, en 1911, la première Canadienne française à obtenir un baccalauréat ès arts d'une institution universitaire de langue française au Québec. Formée à la congrégation Notre-Dame par la célèbre mère Sainte-Anne-Marie, elle se classera la première aux examens de la province. Mais les portes de l'Université demeurent encore fermées aux femmes. Marie entreprend donc, en autodidacte, des lectures et des études personnelles qui l'orientent progressivement vers les thèses généreuses du catholicisme social européen, incarné alors par les figures de Léon Hermel, Frédéric Le Play, Albert de Mun et Frédéric Ozanam. Tout le mouvement nord-américain de réforme urbaine, sensibilisé aux problèmes d'hygiène publique et de paupérisation des classes laborieuses, la sollicite également. Elle voyage tour à tour en France et en Angleterre, afin de se familiariser avec les méthodes d'action sociale du catholicisme social européen.

Mais la guerre de 1914 interrompt brusquement les échanges entre le Canada français et l'Europe. C'est donc à l'Université Columbia, à New York, que Marie Gérin-Lajoie ira, en 1918, chercher ses premiers rudiments de formation en service social et s'initier aux techniques de l'enquête et du «case work». Sa voie est désormais tracée: elle demeurera célibataire et se consacrera au service social auprès des familles défavorisées de sa ville.

De retour à Montréal, tout en assumant la rédaction du journal de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, *La Bonne Parole*, Marie commence à recruter des collaboratrices en vue d'inaugurer un travail d'action sociale auprès des femmes et des familles. La voie obligée de son projet passe par les paroisses montréalaises où les curés lui signifient clairement qu'ils n'accepteront de collaborer avec elles que «lorsqu'elles auront pris le petit bonnet»... L'heure n'est pas encore au laïcisme dans l'Église du Québec: pour mener à bien leur entreprise, Marie et ses compagnes devront se faire religieuses.

Aucune communauté féminine ne répondant à ses aspirations progressistes et, influencée par ses directeurs jésuites, Marie rédigea donc un projet de fondation qui recevra le feu vert épiscopal en 1923, sous le nom d'institut Notre-Dame du Bon-Conseil.

Déjà conférencière et professeure d'action sociale depuis 1919, Marie fonde sa propre école d'action sociale en 1931, tandis que son institut ouvre des centres sociaux dans plusieurs paroisses défavorisées de Montréal, des terrains de jeux, des maisons d'hébergement pour travailleuses ou immigrantes et dispense des cours d'arts ménagers et d'économie domestique.

Lorsque l'Université de Montréal inaugurera son école de service social en 1939, Marie Gérin-Lajoie en sera l'une des instigatrices en ouvrant les locaux de sa maison-mère à la nouvelle institution et en y dispensant les premiers cours. Plus tard, les premiers CLSC du Centre-sud de Montréal s'implanteront à leur tour dans la continuité des centres sociaux que le Bon-Conseil y avait ouverts durant l'entre-deux-guerres.

Source

PELLETIER BAILLARGEON, Hélène. *Marie Gérin-Lajoie. De mère en fille, la cause des femmes*, Montréal, Boréal, 1985.